

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 20 bis - 1 FRANC - 20-9-1971

Ce que nous sommes

par G.-P. WAGNER

Après le camp des étudiants que le hasard a établi près de Clairvaux à l'écoute des dernières pensées de Charles Maurras, une réunion de cadres s'est tenue aussi à Belroy, précédant une session d'études prolongée pendant une semaine. On le voit, la Nouvelle Action Française ne succombe pas à l'engourdissement de l'été. L'activité, l'alerte sont les premiers traits de son portrait et les premières réponses aux bonnes fées qui se sont penchées sur son berceau et qui se demandent encore ce que nous sommes et, si l'on peut dire, de quel droit nous vivons !

Ce que nous sommes ? Ni une amicale, bien sûr, de bons jeunes gens munis de cannes ou de parapluies, ni un cercle frioleusement groupé autour d'un feu de jeunesse, ni une nouvelle officine à paradoxes, comme il en surgit tant, de par le monde, pour satisfaire un temps la philosophie badaude ! Nous n'éprouvons aucun attrait pour les opinions qui vivent de leurs charmes en marge de la vérité et de la société et qui tranchent si cavalièrement, au hasard des fantaisies ou des urnes, de la vie et de la peine des hommes.

Quant à justifier de notre existence, c'est l'avenir qui s'en chargera, à défaut d'un raisonnement en « manches d'avocat », car nous ne combattons pas pour que l'A.F. vive ou survive, bien ou mal, légitimement ou pas, mais pour qu'un jour elle devienne inutile, par le retour du Roi. Si les uns lui donnent de leur temps, les autres de leur argent (jamais trop !), si d'autres encore, comme Yvan Aumont, ont donné ou risqué de leur liberté, ces choses sérieuses ont un objet sérieux : restituer à la France une institution que légitime le service qu'elle lui a rendu et qu'elle lui rendra. Et c'est pourquoi, quand nous répétons que celui-ci qui est dauphin doit succéder à celui-là qui est

roi, nous avons vraiment épuisé tout à fait nos problèmes de légitimité.

Le temps est trop court, pour d'autres querelles. Car sous nos yeux les libertés tombent une à une. Par l'effet immanquable de la démocratie, que les maïs de tous les pays confondent encore avec le progrès et même le bonheur, la toute puissance de l'Argent s'installe et s'étale au cœur de l'Etat. Les technocrates allongent les bras, les juges s'effacent. Il paraît qu'on commence à s'en apercevoir, même à l'Assemblée Nationale. Devant nous, qui avons lu Maurras, *l'Avenir de l'Intelligence* s'accomplit page par page.

Comme les Romains de la décadence, qui ne pouvaient « supporter ni leurs maux, ni les remèdes de leurs maux », les augures s'épuisent à chercher une troisième voie, à définir des réformes, des contrats, des plans, un ordre, mais qui soit républicain, une discipline de vie, mais qui soit libérale, une égalité de chances, mais qui finisse sous le couperet des examens ! Ils oublient, ces augures, parce qu'ils sont vieux avant l'âge, que, suivant la phrase de Maurras, « même les réformes ne servent de rien, si le mal tient au régime et si, ce régime, on y tient ».

Nous n'y tenons pas, mais cela à la fois nous libère et nous astreint, nous éclaire et nous dirige. C'est la raison, non personnelle, pour laquelle nous avons naguère quitté un comité, faisant peut-être, mais aussi recevant des blessures qui ne doivent pas compter au prix du but poursuivi.

Il nous faut maintenir, développer, rendre insurmontable, par tous les moyens, cette contre-encyclopédie que Maurras a lancée tout seul, ou presque seul, au début de ce siècle, avec ce mélange de sagesse et d'audace qui caractérise les grands commencements : « humbles débuts, disait-il

pourtant... d'une œuvre qui fut vivace parce qu'elle était sérieusement conçue ».

Ces « humbles débuts », ce fut, en 1899, ce Comité d'Action française, né de la rencontre de Vaugeois et de Pujo, qui venaient de claquer la porte d'un comité directeur où ils avaient vénéré Kant et Spinoza, et du jeune Maurras qui n'était pas né royaliste. Et de ce comité, Maurras définissait ainsi la stratégie et les espoirs : « Nous n'avions pas voulu donner à l'œuvre naissante la couleur de Blancs contre Rouges, ni d'un drapeau de Trône et d'Autel. Nos maîtres n'étaient pas tous de droite : pourquoi les adhérents ne nous viendraient-ils que de là ?... Nous voulions rallier des jacobins autant que des fils de choux. Avant qu'ils pussent songer à se mettre en route vers nous, nous les voyions, les voulions et les appelions, comme tout ce qui vivait vraiment de la France contemporaine... »

Nous aussi, il nous faut sérieusement concevoir que la monarchie n'a de chance d'être restaurée que si, par-delà le dix-neuvième siècle et sa stupide ségrégation des hommes, par-dessus les familles d'esprit, elle redevient l'affaire de la France entière et de tous les Français, et même de ceux qui lancent des pavés dans un monde où ils s'ennuient, parce qu'ils sont tels après tout que la démocratie les a faits, dans un monde que la démocratie appauvrit et dessèche.

Si leur révolte est déjà un appel et si notre appel ne pouvait éclairer leur révolte, que vaudrait notre appel, et que vaudrions-nous ?

G.-P. WAGNER,

Président du Comité Directeur
de l'Action Française.

1^{er} congrès royaliste universitaire

Un congrès royaliste universitaire est en préparation depuis le mois de juillet. De simple projet, nous passons à l'étape suivante : la préparation des exposés et la recherche des compétences.

POURQUOI LE « C.R.U. » ?

Il s'agit de déterminer pour l'année à venir les objectifs et les moyens d'une stratégie d'A.F. en milieu universitaire. Désormais, notre but ne tend plus seulement à la diffusion d'idées justes et de salut public qui restent au niveau de l'analyse et de la proposition théoriques, sans liens immédiats avec les problèmes quotidiens dans les facultés. Nous voulons des résultats positifs, si minimes soient-ils. Toute conquête partielle constitue une étape, tremplin pour une autre action.

L'Université, instrument d'intoxication de l'Etat républicain et démocratique, sera considérée comme un lieu de combats où nous serons présents pour arracher peu à peu des pouvoirs, des libertés à l'institution étatique, sous sa forme libérale ou marxiste. Nous nous posons comme force critique et contre-révolutionnaire face au jeu complice de l'Etat, des syndicats et du Parti communiste. Nous aurons donc à combattre le pouvoir légal officiel, ainsi que le pouvoir révolutionnaire qui utilise et récupère les structures légales.

Atteindre et détruire la fonction idéo-politique de l'Université légale pour contribuer à la destruction de l'Etat républicain, tel est notre but. Pour y arriver, il convient de bien connaître notre terrain d'action au plan de l'intégration de l'Université au pays légal, au plan des structures et des mécanismes de son fonctionnement, pour déterminer et révéler les points de ruptures ou les contradictions. Nous proposerons et imposerons notre schéma dialectique correspondant au dualisme « pays légal-pays réel », tout en recherchant et en suscitant de nouvelles forces, capables de se substituer à l'Etat, dans une perspective de prise du pouvoir.

Le travail est immense car il exige à la fois une tâche de propagande classique, une activité « subversive » et une recherche intellectuelle appliquée aux différentes disciplines. Voilà pourquoi la réalisation de ce Congrès demande la participation de tous les étudiants d'A.F.

QUATRE DIRECTIONS

Le C.R.U. se déroulera sur deux jours. La première journée occupée par un travail en commissions et groupes restreints ; la seconde consacrée aux exposés et rapports.

Notre congrès sera constitué selon quatre directions :

1. *Description de l'Université actuelle comme élément essentiel de l'appareil républicain, intégrée au pays légal sur les plans financier, pédagogique, politico-administratif, et par contre coupée du pays réel par l'absence d'une politique de débouchés, par le déracinement de l'étudiant, par la sélection par l'argent.*

2. *Après cette étude préalable nous montrerons la nécessité de briser les appareils légaux et étudierons les mécanismes mis en œuvre par l'Etat. Quels sont les éléments qui bloquent notre action ?*

a) Le jeu des institutions universitaires (conseils).

b) Les partis politiques et les syndicats (montrer leur spécificité et leurs liens notamment).

c) Action de recrutement sans implantation, insuffisante dans une action de royalisation.

d) Le rôle et l'importance des mécanismes psychologiques (ex. : phénomènes de solidarité, anti-fascisme, etc.).

3. *Puis, nous pourrions rechercher des moyens pratiques d'action, proposer des solutions et rechercher des forces nouvelles.*

Il s'agira alors d'envisager les moyens d'arracher à l'Etat son pouvoir idéologique et administratif afin de séparer l'Université de l'Etat. C'est « l'Université a-légale », expression qui se comprend dans une pers-

pective stratégique et non comme une possibilité dans le cadre démocratique.

Pour l'illustrer, nous recherchons de nouveaux supports à l'Université libre et autonome (critère du choix, appréciation du rôle actuel et futur de ces supports). Trois exposés sont prévus :

a) L'Université et la Région.

b) L'Université et les professions, l'économie.

c) L'Université et son financement ou les conditions premières de l'autonomie.

4. Enfin, une dernière partie sera consacrée à la recherche des moyens pratiques à mettre en œuvre pour les mois à venir, à l'étude des conditions de départ.

Nous étudierons, en tenant compte des particularités de chaque ville et de chaque discipline, dans quelle mesure et selon quelles modalités pratiques il est utile de créer des « embryons institutionnels » d'essence contre-révolutionnaire, premiers jalons et un pouvoir a-légal, remplissant progressivement le rôle moteur de l'Université, luttant contre les appareils et assurant la crédibilité de notre projet.

Par exemple : étude de la fonction idéo-politique de certains cours (en histoire, droit constitutionnel, en économie, etc.) en montrant la confusion qui existe entre la fonction d'enseignement et la fonction idéologique de l'Université. Nous aurons aussi à étudier le rôle des Syndicats étudiants, par exemple celui de la F.N.E.F., des « corps », l'utilité ou non de créer des mouvements « syndicaux ».

Au plan des actions à mener, des thèmes de propagande seront étudiés : lutte contre la mainmise « gauchiste » et communiste sur les mutuelles étudiantes qui gèrent des sommes importantes, rôle et fonction des recteurs, problème des campus, de la sélection, question du financement.

Cette dernière partie nous permettra d'agir cette année le plus efficacement possible. Certains travaux seront publiés ou feront l'objet de rapports ; d'autres, à usage interne, serviront aux sections et groupes étudiants.

Nous reviendrons dans A.F. Université et dans la N.A.F.-Hebdo sur les différentes parties de ce Congrès, mais que chacun sache que le succès de cette réunion dépendra un peu de lui. Mettez-vous en rapport avec vos responsables de sections ou écrivez directement au Secrétariat national étudiant (17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris-1^{er}) avec mention C.R.U., pour travailler sur les différents thèmes de recherche, préparer des exposés, des notes, etc.

La date et le lieu du C.R.U. seront fixés dans le courant du mois et publiés dans le numéro d'octobre d'A.F. Université.

La campagne étudiante automne-hiver de la Nouvelle Action française est ouverte. Alors, tous au travail !

Patrick PLESSIS.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

Questionnaire de rentrée

Que vous soyez sympathisant ou militant de notre mouvement ou simplement intéressé par les idées d'Action Française, votre nom a figuré dans notre fichier au cours de l'année écoulée.

Nous aimerions savoir si vous désirez toujours être tenu au courant de nos activités et dans quelle mesure il vous sera possible de nous aider cette année.

Pour cela, nous vous demandons de remplir avec soin le questionnaire ci-dessous et de nous le retourner rapidement. Ceci nous permettra d'organiser efficacement nos activités dès la rentrée en tenant compte de vos possibilités et de vos désirs.

Remi BOUCHEZ,

Secrétaire Général des Etudiants de Paris.

*Questionnaire à retourner au Secrétariat Etudiant de la Nouvelle Action Française
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})*

NOM Prénoms

Date de naissance

Adresse Téléphone

Lycée ou Faculté (en 1971-1972)

Classe ou niveau

ou profession

Comment vous définissez-vous par rapport à l'A.F. ?

Militant - Sympathisant - Intéressé - Pas intéressé

CERCLES D'ETUDES :

Avez-vous déjà suivi un cercle d'études d'A.F. ? OUI - NON

Désirez-vous en suivre un cette année ? OUI - NON

REUNIONS ET CONFERENCES :

Désirez-vous recevoir des invitations à nos réunions ou conférences ? OUI - NON

PARTICIPATION ACTIVE :

Désirez-vous participer activement à nos activités pratiques ? OUI - NON

Si oui — Pouvez-vous participer à des manifestations ? OUI - NON

des ventes du journal ? OUI - NON

des affichages ? OUI - NON

— Pouvez-vous disposer d'une voiture ? OUI - NON

AUTRES ACTIVITES :

Seriez-vous intéressé par la pratique d'autres activités telles que Sérigraphie, Photo, Sport, etc. ?
(précisez lesquelles)

Etes-vous adhérent de la Nouvelle Action Française ? OUI - NON

Si oui, numéro de carte

Si non, désirez-vous adhérer ? OUI - NON

(Cotisations étudiantes : 5 F par mois.)

Désirez-vous vous abonner à :

— *La Nouvelle Action Française* (30 F) ? OUI - NON - Déjà abonné

— *A.F. Université* (8 F) ? OUI - NON - Déjà abonné

— *Dossiers d'A.F.* (5 F) ? OUI - NON - Déjà abonné

Si vous désirez vous abonner, joignez le titre de paiement (chèque, virement postal) en laissant en blanc le nom du bénéficiaire du chèque.

OBSERVATIONS ET SUGGESTIONS :

.....

.....

.....

.....

.....

quelques réflexions à propos de la stratégie royaliste

par Pierre DEBRAY

Je ne serais pas sorti du silence que je m'étais imposé si le hasard n'avait placé sous mes yeux un follicule dans lequel M. Georges Drieu la Rochelle met en garde l'école d'Action Française contre « une conception erronée de la stratégie royaliste » qu'il attribue à la N.A.F. En fait, les thèses qu'il déclare anathèmes sont celles que je n'ai cessé d'exposer, au long des années, dans mon « combat des idées ». Ce qui me fait devoir d'assumer mes responsabilités. Il est, en effet, évident que si M. Georges Drieu la Rochelle a raison, je suis un mauvais maître, qui a dévoyé les jeunes intelligences qui lui étaient confiées. Dans ce cas, les dirigeants du mouvement et du journal sont encore plus coupables qui ont largement diffusé, par voie d'articles, de brochures et de conférences les « erreurs » que vient tout juste de découvrir la perspicacité inquisitoriale d'un gardien sourcilieux de l'orthodoxie « maurrassienne ».

Les accusations de M. Georges Drieu la Rochelle seraient graves si elles n'émanaient d'un démocrate, grisé en contre-révolutionnaire. Qu'il soit démocrate, son vocabulaire même le prouve. C'est ainsi qu'il écrit que « l'entreprise de royalisation du pays... est une œuvre unitaire et unificatrice ». Ce qui revient à accoler deux adjectifs qui appartiennent à des langages politiques pour le moins contradictoires. Une œuvre unitaire se veut de nécessité centralisatrice, réductrice des particularités que suppose et respecte une œuvre unificatrice. Si la République se veut unitaire, la monarchie est unificatrice.

Tout se passe comme si M. Georges Drieu la Rochelle avait, au fil de la plume, utilisé spontanément le terme jacobin (« unitaire »). Néanmoins un repentir inconscient devait le pousser à tenter de le préciser et de le corriger en lui accolant un terme contre-révolutionnaire (« unificatrice »). Nous sommes en présence d'un homme foncièrement, radicalement démocrate, qui se veut, et se croit, en toute bonne foi, « maurrassien ». D'où le premier mouvement, qui est le vrai, puis le second, par lequel il se reprend sans se renier.

L'amphibologie qu'il commet illustre assez bien la dissociation qui s'est opérée dans une certaine « action française » entre les « solutions maurrassiennes », que l'on répète mécaniquement, et la démarche intellectuelle, marquée de libéralisme démocratique. Un jour, il faudra bien montrer comment la disparition simultanée de L. O. de Roux, de Georges Calzant, du professeur Bœgner a livré, pendant des années,

notre principal moyen d'expression à des hommes qui étaient sans doute d'excellents Français et même de bons royalistes, mais qui n'avaient de Maurras qu'une connaissance anecdotique. Ce qui permettrait sans doute de mieux comprendre la crise actuelle.

Quoi qu'il en soit, M. Georges Drieu la Rochelle, en bon démocrate, condamne toute distinction entre les citoyens actifs et les autres. Pour lui, tous les Français se valent, quels que soient leur groupe socio-professionnel, leur classe, leur génération. Ils n'ont d'existence qu'individuelle. Ce sont donc des individus que notre propagande doit convaincre un par un. Nous rétablirons la monarchie lorsque nous aurons « royalisé » la majorité de ces individus, dont l'âge, la profession ou la culture ne doivent pas nous importer, puisqu'il s'agit d'atomes interchangeables.

Malheureusement, tous les Français ne se valent qu'en tant qu'électeurs et encore n'est-ce là qu'une apparence mystificatrice. Dans la vie réelle certains ont accès aux centres de décision ou exercent une influence sociale. D'autres pas. Que cette situation puisse être tenue pour injuste par un démocrate, j'en conviens. Injuste ou non, elle est. Cela nous suffit.

Au moment décisif, M^{lle} Monk pèse plus lourd dans les balances de l'histoire que des millions d'hommes quelconques. Si nous avions disposé à Alger, en mai 58, d'un ou deux colonels « maurrassiens », si le corps des officiers avait été non pas nécessairement acquis à la monarchie mais persuadé qu'elle était de l'ordre du possible, nous aurions sans doute un Roi.

Toute notre stratégie doit donc viser à déterminer d'une part quelle forme prendra la prochaine « crise nationale » qu'il est de l'essence du régime républicain de provoquer, et d'autre part quels hommes décideront du cours que prendra cette crise. Notre propagande, nos options tactiques, viseront, en priorité, la « royalisation » de la génération du ou des groupes socio-professionnels dont devraient sortir, si nos analyses sont exactes, ces hommes. Ce qui n'exclut pas, assurément, les autres Français.

Là-dessus M. Georges Drieu la Rochelle me reproche de « vouloir fonder une stratégie qui ne s'appuie que sur des minorités agissantes issues presque exclusivement de ces "forces de progrès", pour ne pas dire progressistes, dont la révolte, etc., etc. ». Il est certain que les catégories sociales qui tiennent entre leurs mains les clés de l'avenir pensent leur action en termes de marxisme ou de scientisme technocratique.

Devons-nous nous résigner à cette situation malheureuse ? Ne faut-il pas plutôt tout mettre en œuvre pour la changer ? Quand Maurras, au début du siècle, a entrepris la conquête de l'intelligence française, celle-ci était antipatriote, antimilitariste, infestée d'idéologies décadentes, d'anarchisme littéraire et de germanolâtrie kantienne. Que l'on prenne la peine de se demander d'où venaient les premiers compagnons de Maurras. D'ailleurs, certains monarchistes de tradition ne dissimulaient pas la défiance que leur inspiraient ces jeunes gens. Ils l'exprimaient dans des termes assez semblables à ceux qu'utilise M. Georges Drieu la Rochelle.

Qu'on le veuille ou pas, la crédibilité d'une quelconque solution politique décide de son succès. A quoi bon se crever les yeux ? Actuellement la solution monarchique n'est que peu crédible. Elle ne l'était pas davantage au début du siècle. Elle l'est devenue, pour une ou deux générations, parce que l'A.F. de 1905 s'est résolument portée à l'avant-garde du mouvement intellectuel. Ses adversaires eux-mêmes durent s'intéresser à une école qui mobilisait l'intelligence, la jeunesse, le courage. Certes, le génie de Maurras nous manque. Il nous reste son exemple. A nous de retrouver, dans une situation assurément bien différente, l'audace, le dynamisme, la lucidité de la génération de 1905. En tout cas, nous n'y parviendrons pas en essayant, comme le propose M. Georges Drieu la Rochelle, de canaliser, au profit du projet monarchique, la grande peur des bien-pensants. Ceux-ci préféreront toujours la démocratie musclée de M. Marcellin. Auront-ils tellement tort ?

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e